

Extrait du École changer de cap

<https://www.ecolechangerdecap.net/spip.php?article79>

Bruno Mattéi

École et éthique

- Français - Finalité humaine et école -

Date de mise en ligne : vendredi 6 janvier 2012

École changer de cap

Diagnostic

Il y a assurément des politiques pour l'école qui prônent des « réformes » pour « plus de démocratie ». Mais en même temps la crise de l'école se développe depuis au moins quatre décennies. Ce qui est en cause, selon nous, ce sont les fondements éthiques de l'éducation, scolaire en particulier : de ses valeurs et de ses pratiques réelles. Il importe donc de refonder l'acte éducatif sur une éthique humanisante et avec les pratiques formatrices qui en découlent..

Banalisation de la crise de l'école

Pourquoi repenser l'école à partir de l'éthique ? La question se pose car il faudra bien un jour tenter de sortir de la crise de l'éducation qui, à la longue, et depuis qu'on en parle et qu'on réforme en son nom, mais sans résultat apparent, finira par être complètement intégrée dans le paysage social et politique de la république. Il y a déjà une banalité de la crise, de la même façon qu'Hannah Arendt a pu parler après la seconde guerre mondiale de « banalité du mal ».

Il y a deux façons d'envisager cette crise : la première est de la concevoir comme un déficit d'adaptation du fait éducatif : soit une série de dysfonctionnements et il s'agit alors pour résoudre ou atténuer la crise de réadapter l'éducation au monde en lui en donnant les moyens à la fois matériel d'organisation, de gestion, d'innovation dans les contenus, la pédagogie, la formation etc. Mais cette interprétation est tout à fait insuffisante. Elle minimise les réalités. La crise désigne quelque chose de plus profond et de plus radical. Pour en prendre la pleine mesure, il faut l'envisager comme le miroir, le reflet, mais un reflet actif, des contradictions, voire des impasses de notre société contemporaine, démocratique et libérale.

Déjà en 1904, Charles Péguy écrivait de façon prémonitoire : « Les crises de l'école sont des crises de société et de civilisation ». Il faut comprendre que la crise de l'éducation, dans sa forme scolaire, mais pas exclusivement scolaire, est une crise de désorientation de nos sociétés qui ne parviennent plus à formuler un projet de civilisation ou d'humanisation cohérent et porteur d'un avenir tant soit peu lisible, prometteur et mobilisateur pour la génération dont nous avons la charge. Tout l'enjeu d'éducation et d'abord de l'éducation formelle doit consister à se ressaisir de cette crise pour redéfinir et refonder un projet collectif, contribution éminente à la remise sur des pieds fermes de notre société, c'est-à-dire conforme aux valeurs de la démocratie et de la promesse qu'elle annonce.

Ce qui revient à tenter de faire vivre un esprit, un ethos, soit comme dit Lacan « un humus humain » qui puisse porter ses valeurs. C'est là me semble-t-il la tâche de ce que l'on pourrait appeler une éthique fondamentale, celle qui nous rendrait capable d'une formation des personnes dans ce cadre commun que représente l'institution scolaire.

De la déshérence éthique de l'école républicaine

Le constat devrait être fait et désormais s'imposer que ce dont souffre l'école ce n'est pas d'abord de trop peu de moyens, de pesanteurs sociologiques qui freinent la réforme, pas plus que de pédagogies imparfaites ou d'administrations obtuses. Tout cela est vrai bien sûr. Mais d'une vérité tellement partielle qu'elle en oublie de regarder en face où se situe la béance initiale.

Prendre la mesure d'une crise de civilisation qui se réfléchit dans le miroir de l'école suppose d'exercer une lucidité sans complaisance. Qu'est-ce qui est en train de se défaire sous nos yeux ? Rien moins que le projet de civilisation démocratique. Encore faut-il rappeler ce qu'il convient d'entendre par démocratie. La démocratie c'est d'abord « la volonté générale » et la promesse de qualifier humainement plus encore que socialement chaque individu au nom de valeurs proclamées, soit au minimum l'égalité des droits, à mettre en rapport avec l'idée nouvelle de la « dignité » de la personne humaine.

L'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme, notre texte commun, indique bien : « Les hommes naissent... égaux en dignité et en droits ». La deuxième valeur fondatrice se nomme : la fraternité. « Les hommes doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité » conclut l'article premier. Et on voit bien comment s'articulent les deux valeurs. La fraternité est la condition de possibilité de l'accomplissement de chacun comme personne. Et cet accomplissement s'appelle la liberté dont l'exercice est protégé par des droits égaux accordés à chacun.

Mais il est vrai que la fraternité qui renvoie par ailleurs à l'unité et à l'unicité du genre humain, qu'on pourrait également appeler « communauté humaine » reste encore largement un hiéroglyphe qui attend ses Champollions. La fraternité reste véritablement abstraite. Mais justement parlons de « l'esprit de fraternité ». L'esprit, c'est-à-dire cet « ethos » que nous devons nous constituer par culture et fertilisation de notre humus humain.

A cet égard, il faut bien comprendre que l'esprit de fraternité, au nom duquel nous sommes appelés à agir, pour faire société et humanité n'est pas une option qui résulterait de notre bon vouloir mais une obligation à laquelle nous ne pourrions nous soustraire qu'en renonçant à advenir à notre humanité. Ce pourquoi il faut énoncer un concept fort d'éthique qui est un impératif, même s'il est entendu que celui-ci se décline à travers les itinéraires et les histoires singulières propres à chaque personne.

Cette exigence à repenser une éthique démocratique nous amène à faire le constat des effets cumulés et calamiteux de l'oubli de ses valeurs constitutives. Rappelons en particulier que l'école républicaine confond depuis quelques décennies le droit à l'égalité des droits avec : « le droit à l'égalité des chances » qui est une révision à la baisse du principe fondateur et une toute autre configuration de ce qu'il convient de l'égalité.

Les gagnants sont les fabricants de perdants...

On devrait aujourd'hui faire oeuvre de lucidité pour comprendre que l'égalité des chances est parfaitement compatible avec l'idéologie libérale et aujourd'hui ultra-libérale de la compétition de chacun contre tous, avec son système gagnants/perdants où, comme le dit excellemment Albert Jacquard, « Les gagnants sont les fabricants de perdants » ; à quoi on pourrait ajouter aujourd'hui que « Les inclus sont les fabricants d'exclus ».

Ce qui évidemment totalement incompatible avec l'ethos de la fraternité et de la dignité de chacun, qui proclame qui requiert une attention inconditionnelle à chacun reconnue comme « personne inestimable » qui doit être et demeurer intégrée dans la communauté humaine une et unique à quoi on nous convie l'esprit de fraternité.

Mais il se trouve que depuis la Troisième république la fraternité a été révisée à la baisse au profit d'une notion aussi équivoque et ambiguë que l'égalité des chances, la solidarité. La solidarité politique dont se réclame la république permet au mieux d'atténuer les inégalités, mais sans toucher aux fondements libéraux, capitalistes, individualistes et productivistes de la république. Ce qu'il y a de commode avec la solidarité, ce qui fait sa fortune, c'est que contrairement à l'intuition civilisatrice de la fraternité elle permet de sauver les apparences : elle n'est en effet ni incompatible avec la démocratie, ni avec l'exclusion.

Cet abandon de fait des valeurs du projet républicain d'école se double d'un refus de regarder en face les effets de cet abandon et d'en mesurer les conséquences sur l'éducation.

Quelques constats s'imposent. Ce qui apparaît d'abord de plus manifeste c'est qu'après quarante ans de réformes dites démocratiques, les inégalités scolaires au détriment des plus pauvres, non seulement n'ont pas été entamées mais ce sont aggravés et qu'aujourd'hui ces inégalités conduisent à des formes de ségrégation sociale avec des effets de stigmatisation et de relégation qui se construisent tout au long de l'école et se cumulent avec les autres stigmatisations sociales. Même un ministre de l'éducation de droite comme Xavier Darcos écrivait dans un livre publié il y a trois ans, que : « l'école est une machine à exclure ».

Point besoin d'être un sociologue critique et acerbe pour faire ce genre de constat. Mais il n'en demeure pas moins que hormis quelques instants de lucidité la tendance est à refuser de regarder en face cette donnée dont les conséquences en terme d'affaiblissement de l'institution, voire de sa paralysie, commence à se faire sentir. Il y a aujourd'hui comme une « habitude » collective aux inégalités et aux exclusions qui s'inscrivent dans le paysage social et politique comme une donnée parmi d'autre. N'est-il pas inquiétant par exemple que les résultats d'un sondage Ipsos-Libération de mars 2001 ont fait apparaître qu'aujourd'hui plus de la moitié des enseignants ne croient plus que l'école puisse réduire les inégalités, ne sont-ils pas à cet égard inquiétants ?

Ajoutons à cela que le ministre actuel de l'éducation a pris la décision en accord avec son gouvernement de mettre fin au collège unique (qui ne l'a d'ailleurs jamais vraiment été) et nous aurons un tableau assez sombre de l'état présent de la démocratisation qualitative de notre système scolaire.

Le prix à payer

Le prix à payer pour ces renoncements se traduit par toutes sortes d'effets latéraux ou collatéraux comme le refus de l'école et de ses règles par un nombre grandissant d'enfants et de jeunes, où la perte du sens d'apprendre. Mais aussi par des formes de violences ou d'incivilités, dont on se plaint sans doute à juste titre, mais sans s'apercevoir que toutes ces mises en cause d'un vivre ensemble démocratique résultent principalement de l'affaiblissement sinon de la disparition d'une relation éducative qui n'est plus fondée sur un ethos démocratique.

On n'a pas vraiment encore pris conscience de la lente révolution silencieuse des esprits suscitée par la promesse républicaine qui faut qu'aujourd'hui les individus s'estiment dans leur fond et tréfonds libres et égaux en conscience et non plus seulement en principe et en parole. Et tout ce qui vient heurter et casser cette nouvelle conscience de soi (appelons cela « dignité de la personne ») s'exprime et s'exprimera par toutes sortes de manières imploratives et/ou explosives qui tendent à devenir et surtout deviendront un mode d'être ordinaire des rapports dans l'école comme dans la rue car il n'y a pas actuellement de réponse à la hauteur de cet enjeu.

Pas de réponse parce qu'il y a une panne de la volonté générale qui a enfoui dans un trou noir la recherche de la fraternité à l'école comme dans la société.

Post-scriptum :

Source : texte paru dans la Revue de Psychologie de la Motivation, N°36, 2003, L'école en chantier.